

Une bombe sociale et écologique à retardement



Le pays, gravement touché par la crise économique mondiale, est confronté à des défis importants, notamment au manque de transparence de ses institutions gouvernementales et à l'absence de planification à long terme. Cela augmente sa vulnérabilité vis-à-vis des catastrophes naturelles pour lesquelles le Gouvernement n'a pas proposé de systèmes de protection ou de prévention efficaces. Outre cela, la déforestation, due principalement à la consommation d'énergie, constitue une bombe écologique à retardement. Pendant toute l'année 2010, divers secteurs de la société se sont prononcés contre le manque de bonne gouvernance.

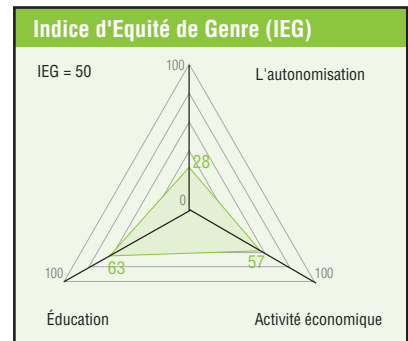
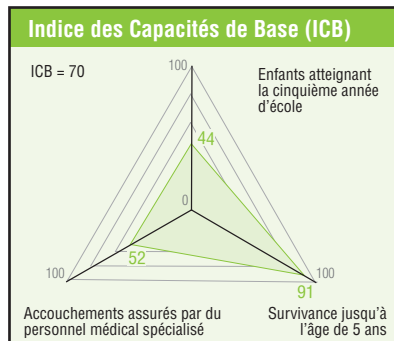
Cultural Association for Educational and Social Self-Promotion (ACAPES); National Associations for the Disabled of Senegal (ANHMS); Democratic Union of Teachers (UDEN); Youth and Environment Action (AJE); Enda Graf Sahel; Pan-African Youth Organizations (OJP), a member of the African Youth Coalition against Hunger; Syndicate of Professors of Senegal (SYPROS); Collective of Pikine Ouest Associated Groups (COGAPO); Association for the Economic, Social and Environmental Development of the North (ADESEN); AGIR/SEN; ECO/PN; MARS-A-FOOT; AJAPPO; CLJ/PO; ASC; CITE; SOTIBA; AES; PENCOO; JECK PENC.

Le pays a mis en œuvre en 2003, le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), constituant le cadre de référence pour la politique économique et sociale pour la croissance et la réduction de la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Les effets de la crise mondiale ont atteint leur point culminant en 2010, lorsque l'économie et les finances publiques ont été considérablement affectées par la difficile situation énergétique, alimentaire et financière, rendant leur vulnérabilité particulièrement visible. Pour 2011, la croissance du PIB a été estimée à 4,2 %, cependant, pour surmonter la situation d'urgence économique et atteindre les objectifs en vue de l'éradication de la pauvreté, il est essentiel que le taux de croissance atteigne 10 %, croissance qui, outre le fait qu'elle doit être soutenue, doit également être en phase avec les principes du développement durable. La situation économique s'est, de fait, aggravée. Par exemple, les coupures dans la production d'électricité causées par le manque de fonds nécessaires à l'exploitation et à la maintenance des centrales électriques, ont eu un impact négatif sur la croissance économique, estimée pour 2010 à environ -1,4 %². Le taux de chômage, l'inéquité sociale et la vulnérabilité ont augmenté.

Un cadre de gouvernance confus

Les OMD constituent une nouvelle référence pour mesurer le niveau de développement d'un pays, ainsi que pour établir des paramètres d'évaluation des progrès en vue d'un développement durable. De ce point de vue, les résultats sont encore insuffi-



sants au Sénégal en termes de politiques et de stratégies de développement, en particulier en ce qui concerne les services sociaux essentiels et l'équité de genre. Ceci constitue une invitation pour que le Gouvernement et tous les autres acteurs redoublent leurs efforts et fassent converger leurs actions autour d'objectifs spécifiques, partagés et ciblés.

Si nous analysons l'Indice de développement humain (l'Indice des inégalités de genre et l'Indice de pauvreté), ainsi que l'Indice des capacités de base (ICB)³, il est clair que le pays n'a pas encore assis les bases d'un développement durable. En 2010, de fait, il a été classé 144^{ème} parmi 169 pays⁴. En fait, le chemin vers l'adoption d'un modèle de développement durable au Sénégal est miné par des défis que le Gouvernement et son volontarisme inefficace n'ont pas encore su affronter jusqu'à présent.

Bien que depuis 2006 les sources officielles d'information concernant le processus de réduction de la pauvreté monétaire indiquent que des évolutions ont été observées, l'évolution de la pauvreté non monétaire (l'accès aux services sociaux essentiels, à une alimentation adéquate, aux sources d'eau non polluées, au logement décent et à un environnement sain) est trop lente pour atteindre les OMD d'ici à 2015.

Au niveau institutionnel, la multitude d'agences existantes couplée à une superposition de ministères qui se chevauchent, contribuent à rendre flou le cadre de gouvernance des programmes visant à améliorer la situation. L'actuelle structure du secteur

public n'est pas la mieux apte à assurer un développement efficace. La bonne gouvernance, la transparence et la lutte contre la corruption, absentes de la configuration actuelle de l'État, sont essentielles pour assurer des résultats décisifs.

La pauvreté continue à toucher des franges importantes de la population des villes et des campagnes, en particulier les femmes chefs de ménages, dont le nombre augmente. Les dépenses publiques assignées à la constitution de filets de sécurité et d'assurance sociale ont été estimées récemment à environ 1,16 % du PIB, en-dessous de la moyenne africaine qui est de 1,44 % (selon le ministère de la Famille, des Groupements de femmes et de la Protection de l'enfance). Le manque de coordination des interventions, les actions répétées et les programmes inefficaces rendent les résultats dans ce domaine largement insuffisants. La non-application de la Loi sur l'orientation sociale (concernant la promotion et la protection des droits des personnes handicapées), qui a été approuvée par la citoyenneté en 2010, n'a pas permis à ce jour de mettre en œuvre le cadre institutionnel nécessaire pour la prise en charge et l'intégration socio-économique des personnes handicapées.

Le mécontentement social

Le climat social a été perturbé de manière constante par d'importants mouvements revendiquant de meilleures conditions de vie, de travail et de sécurité, et qui se sont traduits par des manifestations de rue contre la vie chère, l'inaction du Gouvernement face aux inondations et aux coupures d'électricité. Ce climat social tendu vécu durant toute l'année a entraîné des mouvements de revendication avec une série de grèves dans les

1 Selon les données du ministère de l'Économie et des finances – Direction de la prévision et des études économiques.

2 Données de la Direction de prévention et des études économiques.

3 Pour plus de détails sur la description de l'ICB, veuillez consulter le rapport 2011, compris dans ce volume.

4 Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), *La véritable richesse des nations*.

secteurs de l'éducation, de la santé et de la justice. En provenance de la banlieue de Dakar et soutenus par les chefs religieux (imams et prêtres), ces mouvements se sont étendus à travers le pays. Cependant le Gouvernement n'a pas tenu compte de ses ferventes protestations, qui se sont répandues grâce à un vaste mouvement social qui dénonçait le coût de la vie élevé, les coupures d'électricité et la dégradation des valeurs républicaines et des conditions de vie des populations en général. Les mouvements se sont diversifiés, y compris les marches de protestation menées par des imams et des prêtres en 2009 et les protestations des mouvements de jeunesse «Y' en a marre», conduites par des musiciens de Hip Hop. D'autres associations de travailleurs et groupes sociaux se sont joints à ces mouvements, incitant à des grèves de la faim et des manifestations face au palais présidentiel.

Le déficit environnemental

Il existe des problèmes structurels d'assainissement et d'aménagement du territoire liés à la croissance non durable des villes et à l'échec du système d'assainissement, malgré les fonds assignés en faveur du secteur de la propreté (ce qui fait dire à certains qu'« il y a de l'or dans les déchets »). En outre, il existe plusieurs problèmes liés à l'hygiène publique, la déforestation et l'érosion côtière qui menacent des communautés entières. De fait, la résurgence des inondations, exacerbée par le manque de planification et de mesures palliatives, est devenue un fléau dans toutes les régions du pays, avec 521 968 personnes affectées⁵ et la perte de plusieurs vies humaines dans des villes comme Kolda (au sud) et Kaffrine (à l'est). Rien que dans la région de Saint Louis, au nord, 5661 familles ont été ravagées; 4 354 latrines ont également été détruites provoquant par conséquent un impact négatif sur la santé des populations. La production agricole a été affectée car des milliers d'hectares de terres agricoles cultivées ont été submergées. Ce sombre tableau s'inscrit dans un cadre de pénurie chronique d'infrastructures dans les campagnes, ce qui explique pourquoi la société civile appelle à investir dans les infrastructures routières en zones rurales, ainsi que dans des mesures visant à stimuler l'économie rurale des régions périphériques et à accélérer le processus d'intégration avec les pays voisins.

Un bilan décevant

Quelques progrès ont été atteints notamment en ce qui concerne des objectifs tels que la réhabilitation des ressources naturelles et des terres, le développement, la récupération de la biodiversité, la gestion des ressources transfrontalières et la lutte contre la pollution. En ce sens, le pays est sur la bonne voie,

LA DÉFORESTATION INTENSIVE, UNE BOMBE ÉCOLOGIQUE À RETARDEMENT

Les forêts de la région du sud disparaissent à un rythme soutenu. Dans un rapport intitulé « La poudrière environnementale », présenté par la Commission du Conseil Rural de Kandion Mangana, le pillage de la végétation au sol est décrite comme une véritable extermination. Cette attaque à la flore remonte à plusieurs décennies dans la partie nord de la région de la Casamance, en particulier dans le département de Bignona, mais elle est plus soutenue depuis 2005. Les raisons se trouvent principalement dans Les troubles constants causés par le Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC), un groupe de guérilla qui depuis plus de trois décennies réclame l'indépendance de cette partie sud du Sénégal, sont les principales raisons de cette dégradation.

Une des conséquences de ce processus de déforestation, par brûlage de végétation, est l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre responsable du réchauffement global de la planète et du changement climatique.

D'autres raisons de la dégradation des forêts sont les suivantes : la recherche de nouvelles terres agricoles entraînant le déboisement; la production de charbon de bois pour répondre aux besoins énergétiques des populations ; et la production de bois destinée à la construction, ce qui menace les espèces nobles exploitées (en général le bois ligneux dur et à croissance lente).

Afin de réduire ce processus de déforestation, les mesures suivantes sont devenues nécessaires : restaurer les forêts et les formations en dégradation ; évaluer les programmes de déforestation et mettre en œuvre des stratégies appropriées ; rechercher et adopter des pratiques durables vis-à-vis des ressources ; protéger les forêts, principalement par le biais de la lutte contre le brûlage de broussaille ; promouvoir l'utilisation de sources d'énergie alternatives ; protéger les sols et contrôler plus strictement l'exploitation forestière en vertu d'une politique de régénération et de protection de certaines espèces.

du moins en ce qui concerne l'inversion de la tendance de dégradation de l'environnement. Il dispose également d'une stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques.

Toutefois, de graves problèmes sont à signaler dans les domaines de la santé.

Par exemple, les investissements dans ce secteur sont réalisés de manière tout à fait inégale, privilégiant le secteur urbain au détriment des zones rurales, en particulier en termes d'ouverture et d'entretien de centres de santé et de maternités. Les hôpitaux régionaux et nationaux et les établissements de santé spécialisés reçoivent davantage de ressources financières que les services de santé de base, plus proches des populations pauvres. Le discours officiel du Gouvernement indique cependant que les centres de soins de base sont une priorité, ce qui, malheureusement, ne concorde pas avec la réalité.

En outre, la couverture du secteur en termes de personnel médical est relativement faible, en particulier dans les zones rurales. L'accès inégal des populations aux soins, conséquence directe de cette situation, affecte principalement les plus pauvres et les personnes défavorisées. En fait, plus de la moitié du personnel qualifié se concentre sur deux régions,

Dakar et Thiès, qui rassemblent 52 % des médecins, 69 % des obstétriciens/nes et 31 % des infirmiers/ères.

Toutefois, il est important de préciser que la lutte contre le VIH SIDA a connu des résultats satisfaisants. Certaines régions et groupes de population (travailleurs/ses du sexe, routiers), cependant, continuent à atteindre des taux de plus de 7 %. Bien que les efforts soient visibles, la proportion d'accouchements assistés par du personnel qualifié est faible (66,9 % en 2009) et les taux de mortalité maternelle et infantile sont encore élevés par rapport à l'objectif de 2015.

L'éducation, d'autre part, est l'un des secteurs qui bénéficie d'une allocation plus généreuse en ressources. Cependant, le pays connaît toujours un certain retard dans ses résultats par rapport à la moyenne africaine, en grande partie en raison de taux bruts de scolarisation encore faibles (3 à 4 % au niveau préscolaire dans certaines régions par rapport à la moyenne nationale de 9,8 %), d'un taux élevé de décrochage scolaire en Secondaire, du faible nombre d'enseignants disponibles pour les disciplines scientifiques, et de la marginalisation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. ■

5 Données de la Croix rouge sénégalaise.